

## FO APPELLE À L'UNITÉ CONTRE L'AUSTÉRITÉ

La valse politicienne de ces derniers mois n'aura pas fait illusion. FO rappelle avec force son principe d'indépendance syndicale : notre seule boussole, ce sont les revendications des travailleurs.

La Sécurité Sociale, l'Assurance chômage, le paritarisme sont attaqués. Le 1<sup>er</sup> mai, date emblématique des luttes des travailleurs et de la solidarité ouvrière internationale ainsi que le droit syndical sont la cible des gouvernements et du patronat.

Au nom de l'augmentation des dépenses militaires et de restrictions budgétaires sans fin, une nouvelle cure d'austérité est imposée aux travailleurs. L'austérité est suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement. Elle poursuit et aggrave des années de sacrifices imposés au monde du travail sur fond d'une montée inquiétante des idéologies nauséabondes de rejet de l'autre.

Suppression de milliers d'emplois publics, report du plan grand âge, gel des prestations sociales et des pensions, hausse des franchises médicales, contribution de 50 € pour toute saisine prud'homale... Tout est fait pour ponctionner davantage les salariés, les retraités et les plus modestes et restreindre l'accès aux droits.

Dans le même temps, nos employeurs, le patronat dans son ensemble, ont bénéficié d'exonérations de cotisations sociales à hauteur de 89 milliards et de plus de 211 milliards d'euros d'aide publique sans contrepartie chaque année. Et les actionnaires des 40 plus gros groupes français ont perçu en 2025, 107 milliards d'euros alors que la crise inflationniste a aussi mis à mal le pouvoir d'achat et dégradé les conditions de vie des salariés soumis aux blocages des salaires.

Pour la Branche sanitaire, sociale et médico-sociale et celle de l'aide à domicile, c'est la saignée !

Le manque de moyens financiers dégrade les conditions de travail et la qualité des prises en charge des personnes les plus fragiles de notre société.

Alors autant être clairs : nous n'attendons rien de la Conférence salariale de ce jour. Elle sera sans nul doute une énième expression de mépris à l'égard des travailleurs. Expression cordiale, feutrée, empreinte de commisération. Mais de mépris.

Pour exemple, à deux reprises, AXESS, le syndicat des employeurs, a présenté un accord salarial dans la BASSMS :

- La première mesure, une prime de 88 euros brut, soit environ 67 euros net, versée une seule fois aux salariés, excepté ceux en contrats en alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) et en contrats d'insertion (CUI-CAE, PEC, CDDI, ...).
- La seconde, une prime de 265 euros brut, soit environ 204 euros net, versée aussi une seule fois et uniquement pour les salariés du social et du médico-social astreints au travail le dimanche et les jours fériés ou aux horaires de nuit. Cela aurait concerné 300 000 salariés sur le million que nous sommes.

Des primes « one shot » pour salariés « low-cost » ! Comment accepter des accords qui excluent une partie des salariés et dont les montants sont un véritable affront pour l'ensemble des professionnels ?!

**FO exige l'arrêt immédiat de ces politiques d'austérité et revendique :**

- ⇒ **Le maintien de tous les emplois et l'embauche des postes nécessaires,**
- ⇒ **Le maintien de tous les services, de tous les établissements et de toutes les associations qui passe par l'arrêt des coupes budgétaires,**
- ⇒ **L'ouverture dans chaque convention collective de négociations en vue d'une augmentation immédiate et significative des salaires**
- ⇒ **Des moyens à la hauteur des besoins,**
- ⇒ **Le maintien et à l'amélioration de nos conventions collectives,**
- ⇒ **Le respect et l'amélioration du droit syndical,**
- ⇒ **Le respect du droit de grève, et l'arrêt définitif de toutes réquisitions.**

**DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE 1945  
AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES**

Paris, le 18 février 2026